



7 oct. 2025 - 9h30

Sommet de l'élevage
Cournon d'Auvergne

Table ronde

**La chaîne de valeur
viande bovine en Afrique
de l'Ouest peut-elle
se passer de l'élevage
mobile ?**

F&Di
FONDATION POUR LES ÉTUDES
ET RECHERCHES
SUR LE DÉVELOPPEMENT
INTERNATIONAL

iram

Compte Rendu Table Ronde Sommet de l'élevage 2025

La chaîne de valeur viande bovine en Afrique de l'Ouest peut-elle se passer de l'élevage mobile ?

Le 7 octobre 2025 la Ferdi - La Fondation pour les études et recherches sur le développement international et l'Iram - Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de développement ont organisé une table ronde au Sommet de l'élevage de Cournon d'Auvergne, sur le sujet de l'avenir de la chaîne de valeur de la viande bovine en Afrique de l'Ouest. Réunissant des chercheurs et des acteurs du terrain, les échanges ont porté sur les enjeux économiques, environnementaux et sécuritaires liés à la mobilité pastorale, ainsi que sur les perspectives d'évolution de ce système qui relie historiquement les pays sahéliens et les pays côtiers de la région. Cet événement s'inscrit dans les activités de la Chaire Politiques de modernisation agricole en Afrique de la Ferdi.

Modérateur : **Jean-Marc Gravellini**, Responsable de la Chaire Politiques de modernisation agricole en Afrique, Ferdi et Secrétaire général de l'association Alfa

Intervenants :

Catherine Araujo Bonjean, Chercheuse CNRS au Cerdi-UCA, Conseillère scientifique de la chaire Ferdi "Politiques de modernisation agricole en Afrique"

Bernard Bonnet, Chargé de programme à l'Iram, Pôle Acteurs Ressources et Territoires

Bio Goura Soulé, Professeur-chercheur et Assistant technique Élevage et Pastoralisme pour la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO)

El Hadj Sawadogo Issaka, Président du Conseil d'administration de la Confédération des fédérations nationales des Filières Bétail et Viande de l'Afrique de l'Ouest (Cofenabevi)

Jean-Marc Gravellini a ouvert la table ronde et rappelé que cette chaîne de valeur illustre les grands défis de la modernisation agricole : intégration des acteurs, création de valeur, durabilité environnementale, et contribution à la souveraineté alimentaire. Elle incarne aussi les **tensions multiples** du secteur : sociales, économiques, sécuritaires et climatiques.

Catherine Araujo Bonjean propose une **vision économique** de la chaîne de valeur de la viande bovine basée sur l'élevage pastoral. Elle rappelle que les chaînes de valeur agroalimentaires, qui se sont largement développées depuis les années 1990, sont désormais considérées comme un **vecteur clé de modernisation** du secteur de l'agriculture et de l'élevage. En Afrique de l'Ouest, la chaîne de valeur de la viande bovine est aussi un vecteur ancien d'intégration par le commerce des pays Sahéliens, pays naisseurs, aux pays côtiers où se situent les grands centres urbains consommateurs de viande.

Cependant, cette chaîne est **aujourd'hui menacée**. Sur le plan sécuritaire, la multiplication des conflits et des actes terroristes fragilise les zones pastorales et les couloirs de transhumance. Sur le plan politique, la crise que connaît la CEDEAO avec la sécession des États de l'Alliance du Sahel perturbe les échanges commerciaux et en augmente le coût.

Sur le plan économique, la filière peine à répondre à la demande croissante des marchés urbains côtiers et à rester compétitive face aux importations de viande congelée du fait :

- Du **coût de la distance** lié au coût du transport, pertes, vols, taxes et autres tracasseries aux frontières,
- **Des difficultés de coordination** en amont de la chaîne entre les éleveurs et leurs acheteurs qui freinent l'investissement dans les activités de transformation et les élevages
- De la faible **productivité de l'élevage mobile** en termes de kilos de viande par animal

Pour Catherine Araujo la pérennité de la chaîne de valeur de la viande bovine sahélienne dépend aussi de sa capacité à rester compétitive face à la concurrence montante de l'élevage intensif dans les pays consommateurs. A l'heure actuelle, le coût de production ou d'importation de l'alimentation animale est un des principaux obstacles à l'intensification des élevages tandis que la disponibilité des ressources pastorales est un atout pour l'élevage mobile. Un autre atout du système d'élevage mobile sahélien réside dans la capacité de reproduction du cheptel qui se compte en millions d'animaux au niveau régional.

Elle conclut en soulignant qu'il est impossible dans les conditions actuelles de se passer de l'élevage mobile naisseur sahélien, mais qu'il importe d'accompagner la filière dans la voie d'une transformation durable sur le plan économique, social et environnemental.

Bernard Bonnet développe une **analyse du système pastoral mobile**, à la fois économique, écologique et sociale. Il rappelle d'abord que les zones pastorales représentent **plus de 38 % de la superficie des territoires sahéliens**, et que ce mode d'élevage est **fondé sur des règles communautaires** encadrant l'accès à l'eau et aux pâturages. Ces ressources ne sont pas en accès libre, mais il existe une hiérarchie des droits et des mécanismes locaux de négociation garantissant la coexistence entre groupes et la durabilité des ressources.

Sur le plan écologique, les connaissances scientifiques ont profondément évolué et ont conduit à une requalification du pastoralisme - il est aujourd'hui reconnu comme un **modèle résilient et écologiquement vertueux**. Les pâturages sahéliens présentent une **neutralité carbone**, voire un effet de captation, grâce au recyclage de la matière organique. La mobilité, facteur clé de cet équilibre, permet d'éviter la surexploitation des pâturages et contribue à la résilience écologique.

Sur le plan économique, élevage pastoral représente en moyenne 12 % du PIB total et 35 % du PIB agricole des pays sahéliens. Il couvre 90 % de la consommation régionale de viande et 70 % du lait. Il **structure aussi un vaste tissu d'emplois indirects** et constitue **une ressource fiscale majeure pour les communes rurales via les marchés à bétail**. Le pastoralisme est ainsi **un moteur central du commerce alimentaire intrarégional**, représentant plus de 30 % des échanges, notamment entre le Niger, le Nigeria et le Tchad.

Mais Bernard Bonnet souligne aussi les mutations profondes du système - le changement climatique entraîne une hausse moyenne des précipitations et un reverdissement du Sahel, mais aussi une variabilité accrue et des pluies plus intenses, sources d'érosion et d'inondations. Ces évolutions ouvrent des opportunités mais menacent l'agriculture pluviale. Le système est aussi fragilisé par l'insécurité, la pression foncière, la sédentarisation forcée. Les déplacements massifs d'éleveurs et la compétition accrue pour les ressources accentuent les conflits et révèlent les failles de gouvernance.

Enfin, il met en garde contre une substitution massive de la viande rouge par la viande de volaille : cette dernière repose sur des céréales qui entrent en concurrence avec l'alimentation humaine, alors que le zébu sahélien valorise des ressources non cultivables. En somme, Bernard Bonnet plaide donc pour une **reconnaissance du pastoralisme comme pilier de l'agroécologie ouest-africaine**, pour une meilleure gouvernance et du maintien de ces espaces pastoraux et pour un renforcement des liens entre élevage mobile, agriculture et gestion des ressources naturelles.

Bio Goura Soulé présente la démarche conjointe de la CEDEAO, de l'UEMOA et du CILSS visant à construire **une vision régionale partagée des systèmes d'élevage mobile** en Afrique de l'Ouest. Longtemps perçu à travers le prisme des conflits, le pastoralisme constitue pourtant un levier économique, social et culturel majeur pour l'intégration régionale. Depuis la décision de 1998 sur la transhumance transfrontalière, la région cherche à concilier les intérêts des pays sahéliens producteurs et des pays côtiers consommateurs, souvent divisés entre mobilité et sédentarisation du bétail. Une série d'études et de consultations avec les États, les organisations d'éleveurs et d'agriculteurs, et les institutions de recherche (CIRAD, FAO, CILSS, ISRA) ont permis d'identifier trois facteurs structurants : les **dynamiques socio-économiques** (emplois, revenus, sécurité alimentaire), **environnementales** (changement climatique, pression sur les ressources) et **politiques** (gouvernance, décentralisation).

Trois scénarios ont été envisagés : le statu quo, la sédentarisation forcée, et un scénario d'accompagnement maîtrisé de la mobilité, privilégié pour sa faisabilité. Ce dernier vise à encadrer la transformation des systèmes d'élevage sans les dénaturer, en en faisant un pilier des politiques publiques. Adoptée en 2024, **la stratégie régionale de la CEDEAO** ambitionne une région où les systèmes d'élevage, bien gouvernés et intégrés aux autres activités agraires, contribuent à la sécurité alimentaire, la cohésion sociale et la durabilité environnementale. Elle repose sur quatre axes :

1. **Valoriser le potentiel économique** et la contribution du pastoralisme à la souveraineté alimentaire ;
2. **Améliorer la gouvernance foncière et la gestion des ressources naturelles** ;
3. **Promouvoir l'approche "Une seule santé"** (animale, humaine, environnementale) ;
4. **Créer un environnement favorable** : réformes institutionnelles, incitations économiques, assurance et renforcement des capacités.

L'objectif global est de faire de l'élevage mobile **un moteur de résilience et de cohésion sociale**, tout en l'intégrant aux autres systèmes agraires pour réduire les conflits et améliorer la productivité. La prochaine étape est la traduction nationale de cette stratégie par les États membres et son ancrage dans les politiques publiques. Cette approche vise à faire du pastoralisme non plus un facteur de conflit, mais un levier de développement, d'intégration régionale et de stabilité en Afrique de l'Ouest.

El Hadj Sawadogo Issaka a apporté un témoignage concret d'acteur du terrain. Il a décrit comment les interprofessions nationales (Burkina, Mali, Niger, Côte d'Ivoire, etc.) se sont unies dans une confédération régionale de près de 2500 membres pour défendre les intérêts des trois acteurs clés – des éleveurs, commerçants et transformateurs. Il a évoqué deux difficultés majeures dans la commercialisation de bétail :

- Le **vol de bétail**, parfois à grande échelle, et la nécessité de coopération entre pays pour la restitution des animaux volés.
- Les **frais des routes élevés** : un camion de bétail peut payer jusqu'à 800 000 FCFA de frais, ce qui renchérit le prix final pour le consommateur.

Il a apprécié les efforts récents du gouvernement ivoirien pour **organiser les marchés à bétail** (ex. transfert du grand marché de Port-Bouët à Niama) et attribuer des espaces aux communautés étrangères. Son intervention a souligné l'importance d'une **meilleure gouvernance logistique et sécuritaire** pour garantir la fluidité du commerce régional du bétail.

Les échanges avec le public ont porté sur les effets du retrait des pays de l'Alliance des États du Sahel (AES) sur la stratégie de la CEDEAO, les moyens de prévention des conflits agriculteurs-éleveurs, le rôle de la formation et de la recherche dans la chaîne de valeur, et le recul institutionnel observé dans certains pays où le ministère de l'Élevage a été fusionné avec celui de l'Agriculture. En réponse, Bio Goura Soulé a rappelé que la CEDEAO continue de travailler avec tous les pays, y compris ceux de l'AES, pour maintenir un dialogue technique et la cohérence régionale. Il a insisté sur l'importance des centres régionaux de santé animale et des écoles d'agriculture dans la montée en compétence du secteur. Bernard Bonnet a réaffirmé la nécessité d'une gouvernance foncière locale et de la reconnaissance du pastoralisme dans les politiques publiques.

Conclusion

La table ronde a mis en lumière l'importance stratégique de l'élevage mobile dans les économies et les sociétés ouest-africaines. Loin d'être un vestige du passé, ce système constitue un pilier de la sécurité alimentaire, de l'intégration régionale et de la résilience écologique. Les interventions ont convergé sur un diagnostic partagé : la chaîne de valeur de la viande bovine sahélienne ne peut se passer de l'élevage mobile, mais elle doit évoluer pour répondre aux défis économiques, sécuritaires et environnementaux qui la fragilisent actuellement très significativement.

Malgré ses atouts, le pastoralisme mobile est aujourd'hui sérieusement menacé par l'accroissement régulier des importations de protéines animales, notamment celles issues de la volaille en provenance d'Amérique latine. À cette pression extérieure s'ajoutent des difficultés internes de productivité et de performance économique et technique, limitant la compétitivité des productions locales sur les marchés urbains et régionaux.

La modernisation du pastoralisme ne saurait se réduire à une sédentarisation forcée : elle doit reposer sur une mobilité maîtrisée, sur une gouvernance territoriale inclusive, sur le traitement sérieux des questions foncière, et sur une meilleure articulation entre éleveurs, commerçants et transformateurs. Pour relever ces défis existentiels, il est indispensable de rechercher la performance au sein de chaînes de valeur rénovées, associant les éleveurs nomades à des acteurs agro-industriels capables de leur faciliter l'accès aux marchés, à l'innovation technologique, aux financements et aux infrastructures de transformation.

Dans cette perspective, la stratégie régionale de la CEDEAO offre un cadre prometteur, à condition qu'elle soit traduite en politiques nationales cohérentes et mise en œuvre par les organisations professionnelles, des entrepreneurs et de plus en grandes entreprises. L'enjeu est désormais de faire du pastoralisme un moteur de développement durable, productif et compétitif, capable de concilier productivité accrue, cohésion sociale et gestion raisonnée des ressources naturelles, afin de préserver le rôle central de l'élevage dans une Afrique de l'Ouest souveraine face à la concurrence internationale.